



Monsieur le Président,

Depuis son installation, la fédération UNSA Education considère que le CHSCT est un levier remarquable au service de la protection de nos collègues dans les domaines de la santé et de leurs conditions de travail. Les premiers travaux et visites de terrain commencent à porter leurs fruits, modestes certes, mais qui sont reconnus de la profession un peu plus chaque jour et ce grâce au travail de chacun, ici présent.

Nous restons soucieux à ce qu'il demeure une instance de dialogue et de concertation au profit des personnels. C'est pourquoi nous sommes présents aujourd'hui à ce CHSCT exceptionnel. Nous sommes présents mais pas dupes.

La délégation UNSA Education veillera à ce que le CHSCT ne soit pas instrumentalisé pour des raisons idéologiques. En effet nous ne partageons pas l'idée que l'on débâte, ici, d'une loi. D'autres instances, d'autres lieux existent pour cela et nous y prenons activement notre part.

Il nous semble en effet surprenant que la prise en compte d'un malaise, réellement ressenti, de la profession ne se fasse que par l'attaque a priori de la réforme des rythmes scolaires, réforme à laquelle on voudrait bien faire porter tous les maux afin de mieux revenir en arrière. Cette position conservatrice n'est pas la notre, nous pensons au contraire qu'il faut que l'école avance.

Néanmoins, nous convenons que les conditions de travail de nos collègues se dégradent mais pour d'autres raisons:

- pouvoir d'achat en berne (gel du point d'indice)
- Décalage, aujourd'hui incompréhensible de rémunération entre le premier et le second degré
- déficit de personnels (premier et second degré) en Gironde qui en fait, toujours, un des départements les moins bien dotés, entraînant des classes surchargées et l'épuisement de certains collègues.
- disparition des RASED alors que les écoles accueillent de plus en plus d'élèves à besoins particuliers
- disparition d'une véritable formation continue pour les enseignants confrontés à des situations de plus en plus complexes et des injonctions nouvelles chaque année
- réduction drastique des budgets alloués aux Rectorats et aux DSDEN, entraînant des charges de travail insupportables pour les agents administratifs, sociaux, de santé, mais aussi de direction

Et cette liste pourrait encore s'allonger.

Mais le rôle du CHSCT n'est pas de se substituer aux négociations professionnelles (encore faut-il accepter d'y tenir sa place), il n'est pas non plus de jouer aux apprentis sorciers du sondage d'opinion dont nous ne connaissons que trop bien les résultats qu'ils peuvent donner.

C'est pourquoi, nous sommes très dubitatifs sur la valeur de l'enquête qu'il nous est proposé de construire aujourd'hui. Conscients de l'importance des mots, nous serons très vigilants à ce qui sera écrit, refusant la simplification outrancière du oui -non- ne se prononce pas.

Nous ne sommes ici, ni les uns ni les autres des spécialistes de l'enquête d'opinion, du sondage ou de sociologie, et avons vu le 24 septembre qu'il était compliqué d'élaborer un véritable questionnaire non inductif. Nous ne cautionnerons pas n'importe quelle proposition et surtout nous resterons très attachés à notre mission première au service des risques encourus au travail par nos collègues dans les domaines qui sont de notre compétence.

Les représentants de l'UNSA éducation.

Patrick Labesse, Cécile Flaharty, Jacques Verdier, Nicolas Gardien